

1^{er} juillet 2013 / N° 119 - Le rôle de la société civile dans la promotion de la paix

KOFF – swisspeace

- Table ronde du KOFF sur le New Deal et le rôle de la société civile
- Étude du KOFF sur les dimensions conflictuelles de l'aide aux réfugiés syriens au Liban
- Soutien aux processus de paix en Asie du Sud-Est
- Rapport annuel 2012 de swisspeace

Point fort

- Le New Deal et le rôle de la société civile

Nouvelles d'ONG suisses

- Fondation Hironnelle : donner la parole à la société civile pour promouvoir la paix
- APRED : faire connaître la paix
- Briser les normes de genre : exigences politiques et approches pratiques

Nouvelles des services gouvernementaux suisses

- Des relations constructives entre l'État et la société civile comme base pour le développement
- Peace Mediation Course 2013

Publications

- Genre : glossaire et exemples concrets
- Archiver pour un avenir pacifique

Sur le Web

- New Deal en ligne

Organisations internationales partenaires

Manifestations

Éditeur:
Centre pour la promotion
de la paix (KOFF)
Sonnenbergstrasse 17
CH - 3000 Bern 7
Tel: +41 (0)31 330 12 12
www.koff.ch

Éditorial

Le « New Deal pour l'engagement dans les États fragiles » définit des dispositions concernant la légitimité politique, la sécurité, la justice, les fondements économiques ainsi que les revenus et les services comme des objectifs internationaux pour les États fragiles ou en conflit et les bailleurs de fonds. Les cinq objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État doivent permettre aux pays concernés de sortir de leur état de fragilité et de s'engager sur la voie du développement. Le New Deal prévoit aussi d'intégrer la société civile dans ce processus. Quelles contributions des organisations non gouvernementales internationales et locales peuvent-elles apporter à la réalisation d'une paix durable et d'une meilleure gouvernance ? Comment la société civile peut-elle et doit-elle prendre part à la promotion de la paix ? Comment ces organisations peuvent-elles s'accommoder d'un rayon d'action qui se rétrécit ? Les articles d'organisations étatiques et non gouvernementales soulèvent ces questions et les éclairent dans leur perspective.

Lukas Krienbuehl
Rédacteur

KOFF – swisspeace

Liens

- [KOFF](#)
- [Concept Note de la table ronde du KOFF](#)
- [New Deal](#)
- [International Dialogue on Peacebuilding and Statebuilding](#)
- [Working in fragile contexts](#)
- [Point fort](#)
- [swisspeace Critical Reflections](#)

Table ronde du KOFF sur le New Deal et le rôle de la société civile

Depuis l'adoption du « New Deal pour l'engagement dans les États fragiles » à Busan, en 2011, il s'est transformé en nouveau paradigme de référence pour les activités des acteurs internationaux et locaux actifs dans des pays fragiles et en proie aux conflits. La particularité de ce processus tient au fait que les pays concernés et les bailleurs de fonds ont adopté ces priorités conjointement et travaillent ensemble à leur mise en œuvre. Le New Deal propose cinq objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État pour surmonter la fragilité et résoudre les conflits :

1. **Légitimité politique** : encourager des accords politiques inclusifs et la résolution des conflits
2. **Sécurité** : établir et renforcer la sécurité des personnes
3. **Justice** : remédier aux injustices et accroître l'accès des personnes à la justice
4. **Fondements économiques** : créer des emplois et améliorer les moyens de subsistance
5. **Revenus et services** : gérer les revenus et renforcer les capacités de prestation de services responsables et équitables.

Pour atteindre ces objectifs, des indicateurs sont en cours d'élaboration et des analyses de fragilité menées dans des pays pilotes comme le Libéria, le Soudan du Sud ou la République démocratique du Congo. Bien que le New Deal insiste sur les relations entre l'État et la société civile comme facteur prépondérant, la question de savoir quel rôle revient à la société civile dans la mise en œuvre dans les divers pays se pose. Pour cette raison, le KOFF a organisé une table ronde à laquelle ont participé des représentant-e-s de l'OCDE, de la Plate-forme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État ainsi

Complément d'information :
KOFF [Ursula Keller](#)

que, du côté suisse, de la Direction du développement et de la coopération (DDC), de la Division Sécurité humaine (DSH) et de Caritas. Les discussions ont montré que la marge de manœuvre permettant d'associer la société civile au dialogue politique fait souvent défaut. Le New Deal permet toutefois aux acteurs locaux de la société civile d'exiger de leurs gouvernements une participation accrue au processus. C'est ainsi qu'en République démocratique du Congo, le New Deal a servi, à côté de la constitution, de seconde base légale acceptée par le gouvernement pour confier un rôle actif à la société civile dans les analyses de fragilité et l'élaboration d'indicateurs. Exiger des gouvernements signataires de respecter leurs engagements vis-à-vis du New Deal est une stratégie importante pour la société civile. Un résumé des débats qui ont eu lieu lors de la table ronde sera publié sous la forme d'une *Critical Reflection* au début du mois de septembre.

25.06.2013

Liens

- [KOFF](#)
- [Étude du KOFF sur les dimensions conflictuelles de l'aide internationale aux réfugiés syriens au Liban \(en anglais\)](#)

Complément d'information :
KOFF [Sibylle Stamm](#)

Étude du KOFF sur les dimensions conflictuelles de l'aide aux réfugiés syriens au Liban

Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), plus de 500'000 personnes ont fui au Liban depuis le début de la guerre en Syrie. En quelques mois, l'afflux massif de réfugiés a plongé ce petit pays dans un état de crise humanitaire. Des organisations internationales d'entraide, parmi elles de nombreuses organisations suisses, ont de ce fait augmenté leur aide d'urgence dans cette région. Le Liban est simultanément de plus en plus pris dans les affrontements politiques et les conflits liés à la guerre civile syrienne.

Afin de soutenir divers acteurs suisses et internationaux dans la gestion sensible aux conflits de leurs programmes, le Centre pour la promotion de la paix (KOFF) de swisspeace a rédigé une étude se basant sur diverses consultations menées au Liban. Ce document montre notamment comment l'aide internationale s'empêtre dans les conflits politiques actuels et comment la communauté internationale pourrait contribuer à remédier à la crise humanitaire et politique par des stratégies de programme orientées vers les résultats.

Il n'est guère surprenant que les tensions politiques dans le pays se sont accentuées. Elles ont provoqué une crise gouvernementale et conduit à un climat proche de l'état de guerre civile, notamment dans les régions du nord. Dans de tels contextes complexes et politiquement volatiles, les programmes d'aide internationale risquent de causer des conflits ou d'aggraver les tensions existantes. La situation se détériore, par exemple, parce que la population libanaise, délaissée depuis des décennies par son propre gouvernement, est soumise à de fortes contraintes du fait de la présence des réfugiés. Néanmoins, elle reste en marge des programmes d'aide internationale. Un autre défi à relever est celui de la coordination de tels programmes avec le gouvernement libanais politiquement divisé et limité dans sa capacité d'action. L'étude en question a été présentée aux acteurs suisses en mai à l'occasion d'une table ronde du KOFF. Les participant-e-s ont ensuite discuté des démarches possibles.

14.06.2013

Liens

- [swisspeace : médiation](#)
- [Mediation Support Project](#)
- [Peace Mediation Course](#)

Complément d'information :
swisspeace
[Rachel Gasser](#)
[Corinne von Burg](#)

Soutien aux processus de paix en Asie du Sud-Est

Le Mediation Support Project (MSP), un projet commun de swisspeace et du Centre for Security Studies de l'EPF de Zurich, a tenu en juin une table ronde avec Emma Leslie, directrice du Centre for Peace and Conflict Studies au Cambodge. Elle a partagé avec les participant-e-s ses expériences de soutien aux processus de paix en Asie du Sud-Est. Emma Leslie a également tenu un exposé dans le cadre du Peace Mediation Course.

Durant la table ronde, elle a parlé de son engagement dans les processus de paix en Asie du Sud-Est, notamment au Myanmar et aux Philippines. Forte de ses expériences, elle a formulé trois affirmations sur les négociations de paix. Elle a d'abord souligné l'importance des analyses pour tout engagement dans des régions en proie à des conflits. Selon elle, il faut cependant aussi tenir compte du fait que les dynamiques changent très rapidement sur place. Souvent, des organisations mandatent des analyses de contexte et de conflit complexes qui, une fois terminées, ne reflètent plus qu'une réalité dépassée. Elle a ensuite insisté sur le fait que, à côté des techniques de négociation, l'intelligence émotionnelle joue un rôle extrêmement important. L'empathie et la capacité de connaître et d'expliquer ses propres sentiments et ceux d'autres personnes peuvent contribuer de façon décisive au succès de négociations de paix. Faire preuve de la même empathie vis-à-vis de toutes les parties au conflit lance toutefois un grand défi aux médiatrices et aux médiateurs. Finalement, Emma Leslie a relevé que la confiance entre les parties au conflit et vis-à-vis de personnes tierces est très limitée après des années, voire des décennies de combats armés. Pour établir des liens de confiance, il faut donc, outre la transparence sur les activités de sa propre organisation, une bonne dose de souplesse et de fiabilité ainsi que la capacité de mettre son ego de côté. swisspeace espère poursuivre à l'avenir cette bonne collaboration avec Emma Leslie et le Center for Peace and Conflict Studies.

10.06.2013

Liens

- [Rapport annuel 2012 de swisspeace](#)

Complément d'information :
swisspeace
[Lukas Krienbuehl](#)

Rapport annuel 2012 de swisspeace

Le rapport annuel 2012 de swisspeace offre un aperçu coloré des multiples activités menées l'an dernier par la Fondation suisse pour la paix. Il fournit des explications tant sur les projets de promotion de la paix au Myanmar que sur les travaux de recherche explorant des processus de démocratisation complexes. Le nouveau graphisme du rapport annuel vise à refléter ces activités non seulement par le texte mais aussi par l'image. Les personnes intéressées peuvent ainsi suivre swisspeace « dans les sillons de la paix » et se forger une opinion sur les activités de l'année écoulée.

05.06.2013

Point fort

Liens

- [PREGESCO](#)
- [New Deal](#)
- [International Dialogue on Peacebuilding and Statebuilding](#)
- [g7+](#)
- [Genre dans le processus du New Deal](#)
- [Civil Society Platform for Peacebuilding & Statebuilding, 2013. Policy Brief, avril.](#)

Le New Deal et le rôle de la société civile

Une vingtaine de réseaux comptant plus de 200 membres de la société civile du monde entier prennent actuellement part à la mise en œuvre des engagements internationaux dans les États fragiles et les situations précaires. Ces objectifs ont été définis dans le « New Deal pour l'engagement dans les États fragiles ». Une plate-forme commune permet à la société civile de s'investir tant dans le Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État que dans la réalisation du New Deal dans les États fragiles.

La plate-forme de la société civile pour le Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État est une coalition dont l'ambition est de garantir la participation des organisations de la société civile (OSC) au processus du New Deal. Elle compte aussi bien des OSC d'États fragiles du groupe dit g7+ que des organisations internationales de la société civile. Le présent article explore les expériences réunies par la plate-forme en question et éclaire le rôle de la société civile dans la mise en œuvre du New Deal.

Bases de la participation

Dans les États démocratiques, les OSC ont un droit de regard sur les affaires publiques. La bonne gouvernance et la participation de la société civile sont toutefois nettement moins consolidées dans la plupart des États fragiles. Les débats politiques sur l'efficacité de l'aide internationale (Déclaration de Paris de 2005, Programme d'action d'Accra de 2008, New Deal de Busan en 2011) ont reconnu les OSC comme des acteurs importants du dialogue autour des diverses politiques publiques. Nul ne conteste le rôle de la société civile dans le soutien à la bonne gouvernance, dans la surveillance citoyenne des processus de décisions politiques, dans la mise en œuvre efficace de programmes de développement, dans l'initiation du changement social et de la réhabilitation de groupes socialement marginalisés et dans la défense des droits humains. Les OSC concurrencent même les médias dans la fonction de surveillance de la redevabilité des responsables politiques. Le New Deal a donc renforcé et élargi la position de la société civile dans les États fragiles.

Contributions de la société civile

Les OSC ont enregistré plusieurs succès après une année d'activités. Elles assument un rôle clé dans les analyses de risques, de conflits et de fragilité dans les États fragiles. Leurs résultats poussent les acteurs gouvernementaux et internationaux à agir. En février 2013, en République centrafricaine, la société civile a mené une analyse du conflit opposant les rebelles au gouvernement. Se fondant sur ce rapport, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) a reconnu l'urgence de la situation et dépêché des troupes pour protéger la population.

Les OSC ont aussi largement contribué à faire connaître le New Deal au grand public. Elles ont organisé des campagnes de sensibilisation pour signaler l'incidence quotidienne des cinq objectifs définis. De cette manière, elles ont poussé les responsables politiques et les fonctionnaires à entreprendre des démarches concrètes pour obtenir des résultats durables. Des « points focaux » de la plate-forme au Burundi,

au Togo et en République démocratique du Congo ont, par exemple, organisé des séminaires nationaux et informé la population des engagements contractés par les gouvernements dans le New Deal.

Aux échelons national et international, les OSC ont aussi joué un rôle de leader dans l'élaboration d'indicateurs pour mesurer les progrès. Sur la base de ses expériences sur le terrain, la société civile a recommandé d'élaborer des indicateurs communs globaux. Dans une approche par le bas, ces indicateurs doivent reposer sur la pratique et les enseignements tirés des contextes fragiles. Les OSC ont aussi montré que les progrès seraient plus faciles à démontrer, si un paquet d'indicateurs concernant la capacité, la situation « objective » et la perception de l'opinion publique étayait les objectifs spécifiques à la promotion de la paix.

Finalement, la société civile est aussi parvenue à placer l'aspect du genre sur l'agenda du New Deal. Elle souligne ainsi l'importance de la participation des femmes aux processus de paix. Tant les Nations Unies que l'OCDE ont repris cette recommandation.

Défis et opportunités pour les OSC

La mise en œuvre du New Deal dans les politiques publiques nationales est en cours. La participation de la société civile à ces processus représente pourtant un défi. Dans de nombreux cas, les gouvernements d'États fragiles ont ignoré les OSC ou les ont, tout au plus, laissées prendre part à des séminaires de validation. Cette réalité semble ne pas déranger tous les donateurs. Il convient de ce fait de multiplier les efforts pour obtenir le soutien de tous les acteurs pertinents au niveau national et international. Si les OSC doivent assumer le rôle que le New Deal leur réserve, elles ont besoin d'une marge de manœuvre suffisante pour le dialogue politique. La République démocratique du Congo est un exemple de réussite sur ce point: la société civile y a assumé un rôle de leader dans la mise en œuvre du New Deal. En même temps, cette position des OSC remet en cause la responsabilité du gouvernement et l'appropriation, en particulier parce que plusieurs ministres du pays s'impliquent peu dans la mise en œuvre du New Deal.

La société civile doit en outre disposer des structures, du savoir-faire et des capacités nécessaires pour prendre part à cette mise en œuvre. Les expériences montrent qu'il est nécessaire de renforcer les capacités au sein de la coalition. Sur ce plan, les ONG internationales peuvent certainement apporter leur appui aux réseaux locaux. Certains proposent simultanément que les budgets des politiques publiques des gouvernements pour la mise en œuvre du New Deal comportent des postes budgétaires spécifiques au soutien des OSC et au développement de leurs capacités. Cette idée implique cependant le risque que des gouvernements tentent d'acheter la société civile.

Il faut des stratégies concrètes pour définir la position de la société civile au sein du processus du New Deal et obtenir de meilleurs résultats dans la promotion de la paix et dans le renforcement de l'État. Le New Deal peut à cet égard créer un espace pour un dialogue inclusif sur la planification politique et la définition de priorités publiques. Les OSC devraient utiliser en particulier les évaluations de fragilité pour unir le gouvernement, la société civile et les partenaires de développement derrière une stratégie de paix commune.

Complément d'information :
[Georges Tshionza Mata](#),
 Point focal de la Plate-forme
 du New Deal et Coordina-
 teur régional du PREGESCO,
 République démocratique
 du Congo

Les succès internationaux de son engagement constructif permettent à la société civile de prendre fait et cause pour l'inclusion des objectifs de promotion de la paix et de renforcement de l'État dans l'agenda du développement après 2015. Ces débats sont en effet en cours sur la scène internationale. Comme réseau défendant les intérêts d'OSC provenant aussi bien des États fragiles du groupe g7+ que de l'espace de l'OCDE, la Plate-forme peut s'engager de manière crédible pour que la paix soit définie comme un objectif de développement pour la période suivant 2015. Elle peut ainsi continuer de favoriser la prise de conscience au plan international des interactions entre la paix durable et le développement. 19.06.2013

Nouvelles d'ONG suisses

Liens

- [Fondation Hironnelle](#)
- [Radio Ndeke Luka](#)

Complément d'information :
 Fondation Hironnelle
[Luisa Sanchez](#)

Fondation Hironnelle : donner la parole à la société civile pour promouvoir la paix

Les médias jouent généralement un double rôle dans la société : ils sont d'une part des acteurs de la société civile et influencent, comme tels, les processus décisionnels. D'autre part, les médias sont un instrument de la société civile pour faire entendre ses revendications et défendre ses intérêts.

Dans les processus de réconciliation, de dialogue et de paix, le rôle des médias est d'autant plus important qu'ils peuvent aggraver ou améliorer une situation. L'accès aux informations claires, précises et non partisans permet à tous les citoyens et citoyennes de connaître les faits, d'en comprendre les raisons et de se faire une opinion. Cependant, il est également essentiel de donner la parole à la société civile ainsi qu'à toutes les parties au conflit, afin de leur permettre d'exprimer leurs revendications, leurs idées et leurs difficultés. Ainsi, un dialogue interrompu par un conflit armé peut être rétabli tout en créant les bases d'une société démocratique. L'utilisation des médias par la société civile renforce son rôle d'acteur favorisant les changements structurels en vue d'établir une société plus juste et digne. Pour ce faire, elle doit voir les médias comme un élément indispensable à l'exercice de ses droits et doit s'approprier les mécanismes d'expression et d'information qu'ils offrent.

La Fondation Hironnelle s'efforce de soutenir des médias indépendants et crédibles qui répondent aux besoins de la société et sont favorables aux processus de paix et de réconciliation. Un bon exemple est celui de Radio Ndeke Luka en République centrafricaine. Cette station est devenue, au fil du temps, un outil incontournable pour la société civile. La population centrafricaine manifeste à l'égard de la station une grande confiance et la considère comme une source d'informations fiables. Les auditeurs passent spontanément aux studios pour transmettre un message en haut lieu ou dénoncer les violations de leurs droits. Ils savent que l'impact de la radio est réel et qu'elle peut contribuer à des changements concrets dans leur vie quotidienne. Radio Ndeke Luka est ainsi devenue leur voix. 10.06.2013

Liens

- [APRED](#)

Complément d'information :
APRED
[Christophe Barbey](#)

APRED : faire connaître la paix

Dans le domaine de la paix, la société civile est très active d'une part parce que les gouvernements, même si c'est en train de changer, avaient une approche centralisatrice et militaire des questions de paix et d'autre part parce que, contrairement aux organisations écologistes, les organisations de la paix n'ont pas encore la même représentation politique.

Les organisations de la société civile actives dans le domaine de la paix, dont l'APRED, ont pourtant permis, en Suisse et ailleurs, de faire de la paix un sujet d'études et de réalisations, mais aussi un objectif commun aux gouvernements, à la communauté internationale et aux milieux académiques. Cela s'est fait entre autre par l'établissement d'interfaces et de plate-formes collaboratives, dépassant parfois, par la pratique, des approches politiques parfois conflictuelles ou oppositionnelles.

Ces progrès ne doivent pas masquer le fait que les organisations de la société civile ne sont, comme les gouvernements, que les représentantes des populations et des individus et que le travail de promotion de la paix est donc aussi un travail de vulgarisation. Ce sont les populations qui ont mené les révolutions non violentes de ces dernières décennies ou soutenu largement avec l'aide des organisations de la société civile l'adoption des récents traités de désarmement. Pour que de tels événements débouchent sur des politiques de paix à long terme, il est indispensable de renforcer la promotion de la paix à tous les niveaux. L'APRED s'efforce de rendre la paix plus visible, par exemple dans les constitutions ou par la reconnaissance d'un droit humain à la paix, mais aussi de rendre les outils de la paix plus accessibles à l'ensemble de la population. Par la dimension interactive et participative de son travail, l'APRED souhaite renforcer le lien entre tous les acteurs de la société dans le but d'établir des sociétés pacifiques.

20.06.2013

Liens

- [TERRE DES FEMMES Suisse](#)
- [VOIX DES FEMMES](#)
- [Vidéo: Shamsia réalise un graffiti](#)

Briser les normes de genre : exigences politiques et approches pratiques

La série de manifestations VOIX DES FEMMES 2013 a eu lieu en juin. Elle a mis en avant la question des « stéréotypes de genre dans l'espace public ». Cette année, l'artiste graffeuse afghane Shamsia était l'invitée. Cette jeune femme courageuse a fasciné tant le public que les médias.

Une femme sprayant des graffitis sur les murs sort de l'ordinaire, à Kaboul particulièrement. Shamsia bouscule toutes les normes de genre en vigueur avec ses œuvres de rue. Ses graffitis font la part belle à des femmes portant la burqa. Elle les colore en bleu vif et les représente plus grandes que nature afin qu'elles soient bien visibles pour reconquérir l'espace public.

TERRE DES FEMMES Suisse a organisé plusieurs manifestations avec cette femme afghane durant son séjour de deux semaines en Suisse : des ateliers de graffitis pour des adolescent-e-s sur le thème des rôles des genres, des actions d'art de rue et des expositions photographiques de ses œuvres. Par ailleurs, Shamsia et des représentant-e-s des milieux politiques, artistiques et du travail de jeunesse ont

Complément d'information :
TERRE DES FEMMES Suisse
[Nicole Wälti](#)

tenu plusieurs débats publics sur la manière de surmonter les rôles attribués en fonction du genre, à Kaboul comme en Suisse.

Le pivot de l'engagement de TERRE DES FEMMES Suisse est une vision post-sexiste de la société. L'organisation vise à placer l'article 5 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) au cœur des priorités afin de dépasser et d'éviter les rôles stéréotypés. Ces derniers créent, en effet, une hiérarchie entre les genres qui représente une cause majeure de la violence sexospécifique.

Les résultats de la série de manifestations VOIX DES FEMMES 2013 seront publiés cet automne dans un rapport accessible en ligne. Il comprendra des exemples d'approches pratiques ainsi que des revendications sur l'orientation à donner à la politique suisse pour la réduction du sexisme au sein de la société. 15.06.2013

Nouvelles des services gouvernementaux suisses

Liens

- [DDC](#)
- [New Deal pour l'engagement dans les États fragiles](#)
- [CAD de l'OCDE](#)

Des relations constructives entre l'État et la société civile comme base pour le développement

Les populations défavorisées sont doublement punies dans des contextes fragiles et en proie aux conflits : elles souffrent de la violence armée et des faibles prestations étatiques, mais font également partie des populations les plus déshéritées au niveau global. Le Message concernant la coopération internationale 2013 - 2016 de la Direction du développement et de la coopération (DDC) met l'accent sur l'engagement suisse dans de tels contextes. La Suisse a approuvé le « New Deal pour l'engagement dans les États fragiles » en 2011. En 2012, la DDC a adopté un paquet de mesures sur la fragilité et les conflits pour améliorer la définition des stratégies, la coopération, la sécurité, la politique du personnel et la communication.

Une coopération réussie repose sur une bonne coordination au sein de l'administration fédérale, avec les ONG suisses ainsi qu'avec le gouvernement, les autres bailleurs de fonds et la société civile dans les pays partenaires. La définition de stratégies doit inclure davantage d'efforts visant à résoudre les conflits et à faire sortir les pays partenaires de leur état de fragilité. La gestion de programmes sensible aux conflits et la mise en œuvre des cinq objectifs de la consolidation de la paix et du renforcement de l'État, tels que définis par le New Deal, revêtent une grande importance. Des analyses de contexte et de conflit ainsi que des stratégies communes par pays s'avèrent également cruciales. Au niveau de la sécurité, il faut des réglementations homogènes à l'échelon des départements et de la Confédération, ainsi qu'une gestion adéquate des risques. S'agissant des ressources humaines, des mesures de formation et de promotion de carrière sont prises afin de pouvoir compter sur du personnel bien préparé. Actuellement, d'autres bailleurs de fonds visent des changements similaires. Ils devraient être pertinents pour les organisations d'entraide également.

Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE définit la fragilité comme l'incapacité de l'État de garantir des prestations organisationnelles, institutionnelles et financières de base, mais aussi l'incapacité de tisser des relations constructives avec la société civile. Ces relations sont pourtant essentielles pour le processus

Complément d'information :
DDC [Markus Heiniger](#)

de la construction de l'État et du « nationbuilding », qui exige la participation de divers acteurs à égalité de droit, notamment de la société civile. Durant les négociations, la Suisse avait plaidé pour que la société civile joue – en tant qu'acteur de développement autonome – un rôle plus actif que le New Deal lui a finalement imparti. Dans la consolidation de l'État au niveau local, des projets de coopération au développement et d'aide humanitaire associent des prestations directes à la population à l'impact durable sur le renforcement de l'État et la démocratisation. Les partenariats d'ONG étrangères avec des organisations locales de la société civile et avec les autorités concernées sont à cet égard essentiels afin d'obtenir les résultats escomptés.

18.06.2013

Liens

- [Peace Mediation Course](#)
- [DFAE : paix et sécurité](#)
- [swisspeace : Mediation Support Project](#)
- [Center for Security Studies \(CSS\) de l'EPF de Zurich](#)

Complément d'information :
DFAE [Murezi Michael](#)

Peace Mediation Course 2013

Du 2 au 14 juin, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et le Mediation Support Project (swisspeace et CSS de l'EPFZ) ont organisé, pour la sixième fois, le Peace Mediation Course à Oberhofen. Le profil des participant-e-s était de nouveau impressionnant : 28 personnes de 17 nationalités, dont la plupart sont directement impliquées dans des processus de paix, comme membres d'équipes de médiation ou comme représentant-e-s de gouvernements ou de partis ethno-politiques en conflit. Faisant preuve de beaucoup d'intérêt et d'engagement, les participant-e-s ont abordé durant 12 jours les principaux thèmes, concepts et techniques de la médiation et des négociations de paix. La transmission de techniques de négociation et de médiation, de méthodes d'analyse de conflit et de planification de processus de paix s'est accompagnée de blocs thématiques par exemple sur le traitement du passé, le partage du pouvoir ou le genre. De nombreux jeux de rôles et exercices pratiques ont complété les modules théoriques. Les participant-e-s ont pu profiter de la vaste expérience des six formatrices et formateurs internationaux. Lors des discussions avec l'Ambassadeur Claude Wild sur les dilemmes de la Suisse dans le domaine de la médiation, les participant-e-s ont pu formuler des recommandations au DFAE. Cet échange a constitué le bouquet final du cours.

20.06.2013

Publications

Info

- [DDC : glossaire sur le thème du genre](#)

Genre : glossaire et exemples concrets

L'égalité entre hommes et femmes est essentielle pour atteindre des améliorations durables tant dans la promotion de la paix que dans la coopération au développement. La Direction du développement et de la coopération (DDC) a donc publié un glossaire en langues anglaise, française et espagnole en collaboration avec le Centre interdisciplinaire d'Études genre de l'Université de Berne (IZFG). Les définitions des principaux concepts de l'aspect genre sont complétées par un tableau avec de brefs résumés thématiques et un aperçu des documents et engagements internationaux correspondants.

- [10 ans de politique genre de la DDC \(en allemand\)](#)

La publication de la DDC « 10 ans de politique genre » en allemand donne quant à elle un aperçu de projets concrets au Bénin, au Bangladesh ou encore en Moldavie. Ces initiatives visent à encourager l'égalité entre les hommes et les femmes afin de lutter contre la pauvreté et promouvoir ainsi un développement durable.

11.06.2013

Info

- [Archives for a Peaceful Future. A Guidance Note for Working with the Archives of Truth Commissions in Dealing with the Past Contexts](#)

Archiver pour un avenir pacifique

Dans sa nouvelle série de publication « Essentials », swisspeace a publié le document « Archives for a Peaceful Future. A Guidance Note for Working with the Archives of Truth Commissions in Dealing with the Past Contexts ». Les commissions vérité sont des mécanismes clés permettant aux sociétés de traiter un passé empreint de violence. Elles enquêtent sur de graves violations des droits humains perpétrées pendant une guerre ou un régime autoritaire et les documentent. Durant leur mandat, ces commissions récoltent de grandes quantités de matériel et de documentation. Une fois leurs activités terminées, la conservation de ces archives et l'accès constituent des enjeux majeurs, souvent liés à des difficultés considérables. Cette publication montre donc comment gérer de telles archives et comment travailler avec elles.

28.06.2013

Sur le Web

Info

- [Site web sur le New Deal](#)
- [Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État](#)

New Deal en ligne

Le site web newdeal4peace.org donne un aperçu du contenu du « New Deal pour l'engagement dans les États fragiles », des derniers développements politiques sur la scène internationale et des documents pertinents. Il illustre aussi comment le New Deal doit améliorer la situation des 1.5 milliard de personnes vivant dans des États fragiles ou en proie à des conflits.

Le Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État tente de renforcer les efforts communs de pays fragiles ou en conflit, d'États bailleurs et d'organisations de la société civile. Cette plate-forme aborde notamment les thématiques de la mise en œuvre du New Deal et des indicateurs pour mesurer le progrès quant à la paix et au renforcement de l'État.

07.06.2013

Organisations internationales partenaires

Info

Cette rubrique propose une palette de nouvelles émanant de dix organisations partenaires

- [Berghof Foundation](#)
- [CDA Collaborative Learning Projects](#)
- [Conciliation Resources](#)
- [EPLO](#)
- [forumZFD](#)
- [FriEnt](#)
- [GIZ](#)
- [GPPAC Foundation](#)
- [International Alert](#)
- [Plattform Zivile Konfliktbearbeitung](#)

International Alert

- Sur son [blog](#), le secrétaire général d'International Alert, Dan Smith, a rédigé un article sur l'agenda du développement après l'expiration des Objectifs du Millénaire en 2015. L'auteur explore les cinq modifications envisagées et actuellement débattues au niveau international. Il est à noter que la paix et la bonne gouvernance figurent à présent sur l'agenda du développement. Afin d'enraciner cet objectif ambitieux à l'échelon le plus élevé, Dan Smith exige des débats internationaux poussés.

FriEnt

- Ce printemps à Bonn, plus de 200 représentantes et représentants de réseaux et d'organisations de la société civile ont participé à la conférence « Advancing the Post-2015 Sustainable Development Agenda ». FriEnt y a tenu un séminaire pour tirer les leçons des stratégies et des expériences d'autres organisations et pour identifier les défis communs relatifs à la combinaison de la promotion de la paix et du développement. Un [bref article](#) résume cet atelier.

GPPAC

- En collaboration avec l'Institute of Social Studies (ISS) et l'Institute for Economics and Peace (IEP), le Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict (GPPAC) a publié en juin la [7^e édition du Global Peace Index](#). Cet index compare le degré de pacifisme dans 160 pays sur la base de 22 indicateurs différents.

Manifestations

Info

Cette rubrique renseigne sur une sélection de manifestations en relation avec la promotion civile de la paix.

- Les Initiatives de Caux pour la sécurité humaine 2013 ont lieu du 29 juin au 12 août à Caux, au-dessus de Montreux. Cette année, la priorité sera donnée à des présentations et des débats sur divers thèmes tels que la gouvernance équitable, la terre ou la sécurité. [Complément d'information](#) et [inscription](#).
- Le 10 septembre, swisspeace tiendra sa [conférence annuelle 2013](#) à l'aula de l'université de Bâle. Une discussion avec Jakob Kellenberger sera au cœur de cette manifestation qui s'inscrit dans le cadre du 25^e anniversaire de la fondation. Des informations détaillées suivront.
- La 6^e rencontre internationale de la Global Alliance for Ministries & Infrastructures for Peace du 16 au 20 septembre à Genève est dédiée au thème « Nesting Peace: Creating Infrastructures to Sustain Diversity ». [Complément d'information](#) et [inscription](#).

Éditeur:	Centre pour la promotion de la paix (KOFF) / swisspeace
Adresse:	Sonnenbergstrasse 17, Case postale, CH - 3000 Bern 7 Tel: +41 (0)31 330 12 12; Fax: +41 (0)31 330 12 13
Rédaction:	Lukas Krienbuehl , Nathanaël Tichelli
Traduction:	Jean-François Zurbriggen
Layout:	Liliana Rossier
Parution:	La newsletter du KOFF paraît le premier de chaque mois (à l'exception du 1 ^{er} août et du 1 ^{er} janvier) en langue allemande, anglaise et française. Elle est distribuée par voie électronique. Tous les numéros déjà parus sont disponibles sous forme de fichiers PDF sur le site web du KOFF . Les archives en ligne permettent d'effectuer une recherche par mots-clés dans tous les articles.



KOFF est un programme de swisspeace. Il est soutenu par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes:

- [Action de Carême](#) • [Alliance internationale pour la consolidation de la paix](#), [Interpeace](#) • [Alliance Sud](#) • [Appel de Genève](#)
 - [Association pour la démilitarisation](#) • [BAHA'I](#) • [Brücke Le pont](#) • [Caritas Suisse](#) • [cfd](#) • [CIMERA](#) • [Conseil suisse de la paix](#) • [Croix-Rouge suisse](#) • [DCAF](#) • [Eirene Suisse](#) • [EPER](#) • [Femmes de Paix Autour du Monde](#) • [Femmes pour la Paix Suisse](#) • [Fondation Hironnelle](#) • [Fondation village d'enfants Pestalozzi](#) • [Forum für Friedenserziehung](#) • [Graines de Paix](#) • [Green Cross Suisse](#) • [GSsA](#) • [HELVETAS Swiss Intercooperation](#) • [ICP](#) • [Initiatives et Changement](#) • [Ligue suisse de femmes catholiques](#) • [Lucerne Initiative for Peace and Security](#) • [Media 21](#) • [medienhilfe](#) • [Medico International Suisse](#) • [mission 21](#) • [MIVA Suisse](#) • [Solidar Suisse](#) • [Organisation suisse d'aide aux réfugiés](#) • [Palmyrah](#) • [Peace Brigades International](#) • [Peace Watch Switzerland](#) • [Quaker United Nations Office](#) • [Swiss Academy for Development](#) • [Service Civil International Suisse](#) • [Société pour les peuples menacés](#)
 - [SOS Villages d'enfants](#) • [Swissaid](#) • [TERRE DES FEMMES Suisse](#) • [terre des hommes suisse](#) • [TRIAL](#) • [World Vision Suisse](#)
-